

RAPPORT INTÉGRÉ 2021



SOMMAIRE



02



16



22



06



30

REGARDS

- 03 Éditorial
- 04 «La lutte contre la pauvreté passe par les stratégies d'adaptation au changement climatique», Raphaël Appert
- 05 «La politique la plus puissante : promouvoir l'entrepreneuriat pour tous», Pr. Yunus

L'ACTIVITÉ EN 2021

- 07 2021, une deuxième année de défis et de résilience
- 10 Soutenir le développement rural
- 12 Favoriser la résilience climatique
- 14 Agir pour une finance responsable

SOUTIEN À NOS PARTENAIRES DANS UN CONTEXTE DE CRISE SANITAIRE

- 17 Aider à s'adapter et innover
- 18 Des signaux de reprise économique encore contrastés
- 21 OKG : L'adaptation et l'innovation en action

NOS PROGRAMMES D'ASSISTANCE TECHNIQUE

- 23 L'impact d'une assistance technique ciblée
- 25 La richesse de nos programmes
- 29 Notre dispositif d'assistance technique

DANS LES COULISSES DE LA FONDATION

- 31 Dans le souci constant d'une meilleure efficacité
- 32 Les métiers de la Fondation
- 35 Évaluer la mise en œuvre de notre modèle d'impact
- 36 Gouvernance
- 37 Equipe

ANNEXES

- 38 États financiers
- 39 Partenaires de la Fondation

RAPPORT INTÉGRÉ 2021

FONDATION GRAMEEN
CRÉDIT AGRICOLE

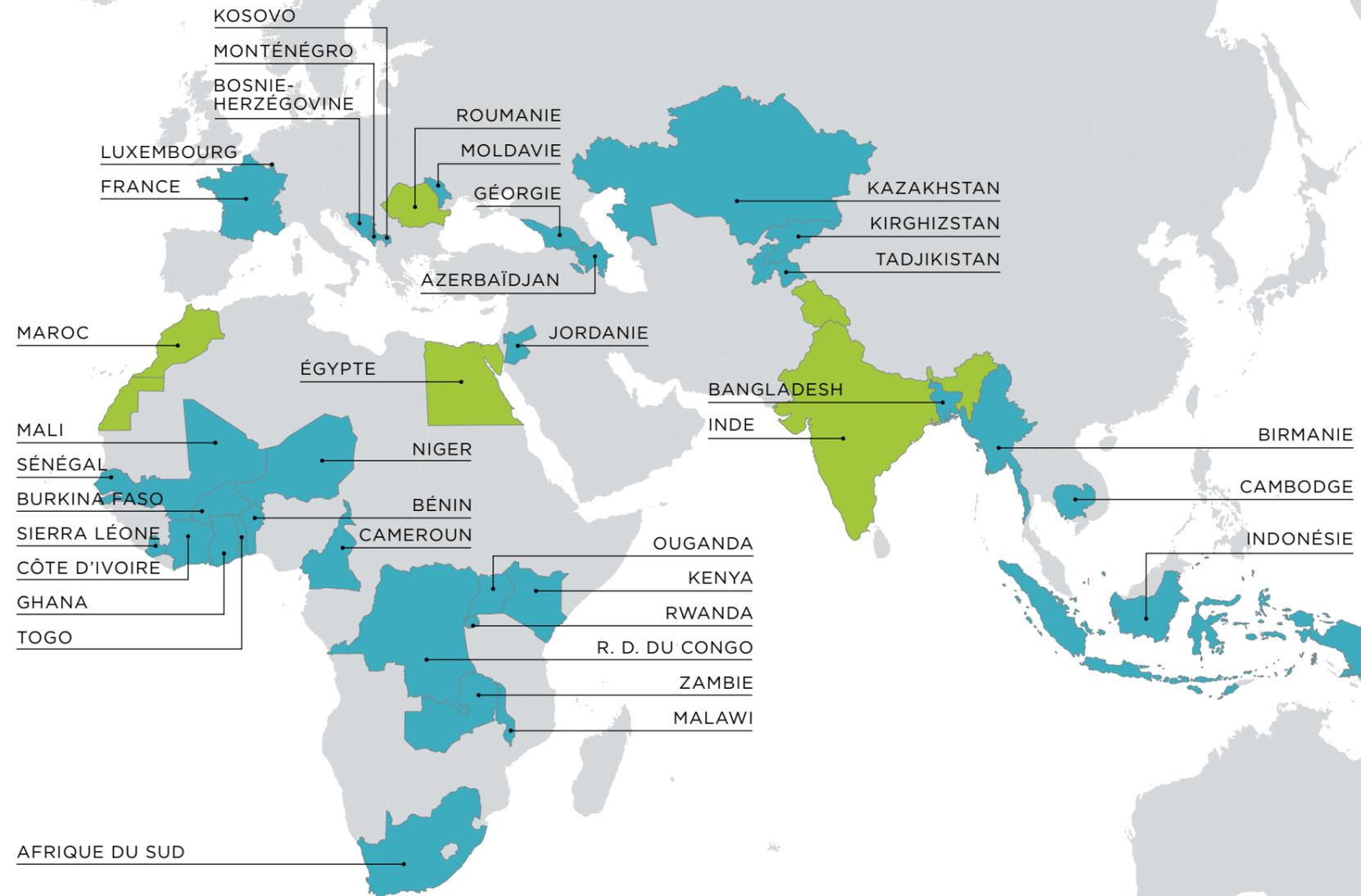
LA FONDATION DANS LE MONDE

À fin décembre 2021

 **37** PAYS
D'INTERVENTION

 Pays dans lesquels la
Fondation se développe
en partenariat avec l'entité
locale du Crédit Agricole

 Autres pays d'intervention





REGARDS

ACFB (Bénn) © Didier Gentilhomme

REGARDS

ÉDITORIAL



Éric Campos,
Délégué général,
Fondation Grameen Crédit Agricole
& Directeur RSE, Crédit Agricole SA

comme, par exemple la gestion du risque, la gestion de la trésorerie, les plans de financement, etc. Un contact très régulier a été maintenu avec chacun d'eux pour nous assurer que nous mettions tout en œuvre pour les aider à traverser cette année difficile.

Dans ce contexte, nos partenaires ont démontré leur résilience. Grâce à la digitalisation, à la coordination entre les acteurs et à leur capacité à innover, les institutions de microfinance ont su résister et se renforcer. Dans le secteur agricole, les entreprises à impact social ont bien résisté, en développant des services digitaux par exemple, avec même, pour certaines d'entre elles, des croissances de chiffre d'affaires. En revanche, les activités liées au tourisme ont été très durement frappées par les fermetures des frontières et les mesures de confinement. Faciliter ainsi l'accès à des services tels que l'assurance santé, le préfinancement de leur activité laitière ou l'épargne. Adaptation et concertation avec nos partenaires ont été clés pour mener à bien nos missions.



Cette année, nous pensions sortir des effets de la crise sanitaire. Il n'en fut rien. Affectées par une première année

de diffusion massive de la pandémie avec ses multiples conséquences, les organisations soutenues par la Fondation ont dû, en 2021, encore faire face à cette situation et à ses effets économiques, accentués par des environnements politiques ou institutionnels fragiles et des conflits armés, dont les premières victimes sont toujours les citoyens les plus fragiles.

Au cours de cette période, nous avons accompagné le financement de 81 partenaires dans 37 pays dans le monde. Ce sont principalement des institutions de microfinance qui financent majoritairement les activités génératrices de revenus des femmes ainsi que des entreprises à impact, situées pour l'essentiel en zones rurales. Nous avons également coordonné 130 missions d'assistance technique au profit de nos partenaires pour leur permettre notamment de se renforcer sur des domaines clé de leurs activités

Cette année, la Fondation a encore démontré l'utilité de son activité et la pertinence de son approche. Au côté de ses partenaires et plus que jamais au service de la lutte contre la pauvreté, les financements accordés majoritairement au profit d'institutions de petites tailles situées en zone rurale et renforcés par nos dispositifs d'assistance technique ont permis de renforcer le soutien aux économies de proximité et de favoriser l'inclusion des femmes dans les tissus économiques locaux.

« La lutte contre la pauvreté passe par les stratégies d'adaptation au changement climatique »

En 2020 face à la crise sanitaire, et en 2021, avec le regain de la pandémie, l'ensemble du secteur de la finance inclusive a dû agir, s'adapter, innover. La Fondation Grameen Crédit Agricole s'est mobilisée pour aider à amortir les effets de cette crise et soutenir ses partenaires en concertation avec ses pairs et bailleurs de fonds.

Quand la Fondation a été créée, en 2008, par le Professeur Yunus, il s'agissait de se doter d'un outil opérationnel capable de contribuer à la lutte contre la pauvreté dans les pays en développement par l'inclusion financière. L'objectif était ambitieux. Depuis cette date, la Fondation s'est organisée pour disposer des outils et des compétences nécessaires à son accomplissement.

En 14 ans, le contexte s'est peu à peu modifié et les zones d'intervention de la Fondation sont aujourd'hui, beaucoup plus qu'elle ne le furent, affectées par des conflits armés et des fragilités institutionnelles. La crise climatique a déjà commencé à frapper ses zones comme nous pouvons le voir dans le rallongement des périodes de sécheresses, la baisse des rendements agricoles et les pénuries d'eau. Cette crise touche en premier lieu les populations vulnérables.

La lutte contre la pauvreté prend désormais de nouveaux visages. La Fondation doit donc se doter de nouveaux instruments pour lui permettre d'agir et d'accompagner les populations de ses territoires d'intervention pour faire face à ces défis. La Fondation



Raphaël Appert,
Président, Fondation Grameen
Crédit Agricole & Vice-président,
Crédit Agricole SA.

montre la voie avec une micro-finance au service des exclus grâce au crédit de proximité. En inscrivant nos actions dans un cadre de long terme, nous contribuons à pérenniser les organisations qui apportent des services essentiels aux populations. Notre investissement d'impact dans ses aspects d'inclusion et de durabilité agit au-delà d'un retour sur investissement immédiat.

La Fondation doit s'engager résolument dans la lutte contre le changement climatique avec des instruments financiers et des dispositifs d'assistance technique adaptés. Nos missions d'assistance technique doivent contribuer à sensibiliser et implémenter des pratiques de finance verte inclusive. En continuant de s'inscrire dans la logique de développement durable du groupe Crédit Agricole, nos actions connaîtront un nouvel essor.

Au cours du plan à moyen terme 2023 - 2025 que nous présenterons au second semestre de cette année, la Fondation devra continuer à renforcer le secteur de la micro-finance en y apportant toute son expertise. Elle devra également être capable de mobiliser toutes ses compétences et ses savoir-faire pour contribuer à la lutte contre les effets du changement climatique au service des territoires pour maximiser ses perspectives d'impact. Cette approche autour d'un territoire sera une nouvelle manière de nous mobiliser. Il nous faudra adopter cette méthode nouvelle pour nos équipes mais nous saurons le faire comme nous l'avons toujours fait : en étroite collaboration avec nos partenaires et dans un souci constant de coopération et de partage.



Pr. Muhammad Yunus,
Prix Nobel de la Paix
& Administrateur,
Fondation Grameen
Crédit Agricole

« LA POLITIQUE LA PLUS PUISSANTE : PROMOUVOIR L'ENTREPRENEURIAT POUR TOUS »

En quoi la crise de la Covid-19 renforce-t-elle l'importance des secteurs de la microfinance et de l'entrepreneuriat social ?

Pr. Muhammad Yunus : La Covid a frappé très durement les populations pauvres et à faibles revenus dans le monde entier. Partout dans le monde, leur niveau de revenus a fortement reculé. Et si cette baisse a été soudaine, le retour au niveau antérieur sera un processus lent et incertain. Conformément aux canons classiques, tous les responsables politiques vont adopter des programmes d'aide pour éviter des situations de malnutrition de grande ampleur, voire la décimation des populations. Peut-être même lanceront-ils de grands projets créateurs d'emplois. Mais la politique la plus efficace serait de promouvoir l'entrepreneuriat pour tous par le biais de programmes de microfinance et d'investissement dans le cadre d'entreprises sociales.

Face à l'urgence climatique, quel rôle la microfinance peut-elle jouer dans les zones rurales les plus exposées aux effets du changement climatique ?

Pr. M. Y. : Les programmes de microfinance et d'investissement appliqués aux entreprises sociales constituent la réponse la plus efficace pour affronter l'urgence climatique. Alors que le réchauffement climatique s'accélère, notre réponse pour y faire face dans l'optique classique de maximisation des profits est loin d'être à la hauteur. En effet, la démarche classique s'attache à améliorer la situation climatique en finançant généreusement des secteurs comme l'industrie des combustibles fossiles, du plastique et de la mode. Nous devons inverser radicalement cette approche. La finance doit être mise à la portée des populations au bas de la pyramide pour soutenir l'entrepreneuriat

important qui existe à ce niveau mais qui est pourtant ignoré par le système actuel. Une finance fondée sur le microfinancement de l'entrepreneuriat social est la manière d'y parvenir. Si nous continuons avec les politiques existantes, nous continuerons à jeter de l'huile sur le feu.

Nous assistons également à une recrudescence de la pauvreté et des conflits. Comment la Fondation Grameen Crédit Agricole doit s'adapter à ces nouveaux contextes ?

Pr. M. Y. : Chaque nouvelle crise crée de nouvelles opportunités. En temps « normaux », il est extrêmement difficile de changer les institutions et les politiques compte tenu des bénéficiaires influents du système. Il faut un choc important qui enraie et bloque la machine économique pour pouvoir prendre des décisions difficiles. Lorsque la machine économique s'arrête, tout le monde essaie de la redémarrer pour revenir à la « normale ». Mais la bonne décision devrait être justement de défaire ce que l'on appelle la « normale ». Il faudrait en somme une politique de « non-retour en arrière ». Les crises majeures telles que nous les connaissons aujourd'hui ont créé des opportunités majeures. Nous ne devons pas les manquer. Le moment est venu de renverser les politiques qui ont causé le réchauffement climatique.

La Fondation Grameen Crédit Agricole devrait soutenir massivement la participation au capital des entreprises sociales et d'autres modes de financement de manière à favoriser l'éclosion d'un esprit d'entreprise universel apte à changer le monde et à créer un monde « 3 zéros » : zéro réchauffement climatique, zéro concentration de richesse et zéro chômage. Le moment est venu d'agir sans demi-mesure.



L'ACTIVITÉ EN 2021

BRAC (Birmanie) © Didier Gentilhomme

2021, une deuxième année de défis et de résilience

Dans un contexte de crise Covid-19 persistant, la Fondation accompagne 81 institutions de microfinance et entreprises sociales dans 37 pays avec des financements adaptés et de très nombreuses missions d'assistance technique.

Pour renforcer son action en faveur du climat, la Fondation a rejoint le Manifeste de la nouvelle Coalition Française des Fondations pour le Climat et obtenu un financement du Fonds pour l'environnement mondial (Global Environment Facility - GEF) en remportant un appel à projets. Dans ce cadre, la Fondation a lancé un nouveau programme de missions destinées à renforcer l'offre de finance verte et la performance sociale et environnementale des institutions partenaires.

En 2020, les institutions de microfinance ont su faire face à la crise Covid-19. En 2021, elles ont dû poursuivre leurs efforts d'adaptation, dans un contexte difficile mais de reprise opérationnelle progressive.

En 2021, l'activité de financement de la Fondation a repris, avec un volume de 37 millions d'euros de prêts et de garanties en faveur des institutions de microfinance. Pour accroître la capacité de résilience de nos partenaires, nous avons également consacré beaucoup de temps et d'énergie à coordonner de très nombreuses missions d'assistance technique. 2021 a ainsi connu la plus forte activité dans ce domaine de l'histoire de la Fondation avec 130 missions. Cette année, les thématiques principales se sont concentrées autour de la gestion des risques, le renforcement des organisations, le développement de produits adaptés au contexte ou à des communautés particulièrement vulnérables.

Le secteur de la microfinance confirme l'extraordinaire résilience déjà perçue en 2020. Tout au long de l'année 2021, de très nombreuses séances de concertations se sont tenues entre les institutions de microfinance, les bailleurs de fonds internationaux (Fonds d'investissement, Agences de développement, banques locales, fondations) pour soutenir le secteur. La Fondation Grameen Crédit Agricole a été très active dans ces concertations en prenant souvent le rôle de chef de file lorsqu'elle était le prêteur principal.

MODÈLE D'IMPACT DE LA FONDATION

La Fondation Grameen Crédit Agricole est un opérateur multi-métiers qui favorise l'accès aux services essentiels et la résilience des économies rurales via l'entrepreneuriat social. Notre modèle d'impact est notre cadre d'action et notre référence pour partager le résultat de nos actions.

MISSIONS

Contribuer à la réduction des inégalités et de la pauvreté par l'inclusion financière et la promotion de l'entrepreneuriat à impact social

LEVIERS D' ACTIONS

La Fondation investit au capital, finance, accompagne et renforce les institutions de microfinance, les entreprises et les projets qui promeuvent une finance inclusive et le développement des économies rurales, partout dans le monde

IMPACT DE LA FONDATION



CONSOLIDER

la pérennité des organisations qui apportent des services essentiels



RENFORCER

les performances sociales et environnementales des organisations soutenues par la Fondation



PROMOUVOIR

une finance inclusive et durable

IMPACT DES ORGANISATIONS SOUTENUES



FAVORISER

l'accès des populations vulnérables aux services essentiels



RENFORCER

la résilience des économies fragiles



AMÉLIORER

les conditions de vie des populations vulnérables

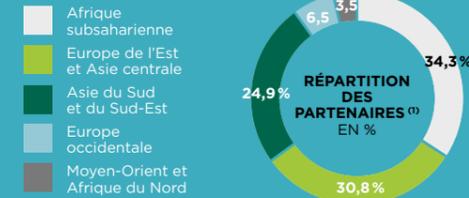


CHIFFRES CLÉS

A fin décembre 2021

ACTIVITÉS

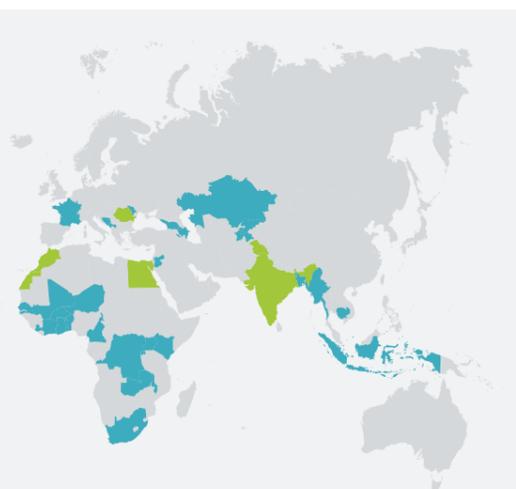
78,5 M€ D'ENCOURS SUIVIS



87% FINANCEMENTS EN MONNAIE LOCALE

100% FINANCEMENTS ENCADRÉS PAR DES COVENANTS LIMITANT L'EXPOSITION AU RISQUE DE CHANGE

46% PART DES ENCOURS DANS DES PAYS FRAGILES (2)



37 PAYS D'INTERVENTION

ORGANISATIONS SOUTENUES

71* INSTITUTIONS DE MICROFINANCE

TYPES D'INSTITUTIONS (3) :

11% de grande taille	TIER 1
45% de taille moyenne	TIER 2
44% de petite taille	TIER 3

* dont 5 institutions de microfinance soutenues en assistance technique

10 ENTREPRISES À IMPACT

SECTEURS D'ACTIVITÉ (4) :

59% Agribusiness
23% Services financiers
9% Services essentiels
9% Cultures & éducation

ASSISTANCE TECHNIQUE :

47 ORGANISATIONS BÉNÉFICIAIRES D'ASSISTANCE TECHNIQUE

130 missions coordonnées en 2021
24 pays

IMPACT SOCIAL

9,2M BÉNÉFICIAIRES DES ORGANISATIONS FINANCÉES

90% femmes bénéficiaires de microcrédits
81% clients de microfinance en zone rurale

(1) Part des encours suivis par zone géographique
(2) Pays fragiles selon les listes de la Banque Mondiale et de l'OCDE
(3) En nombre d'institutions financées.
Tier 1 : > 100M\$ portefeuille;
Tier 2 : 10-100M\$ portefeuille;
Tier 3 : < 10M\$ portefeuille
(4) En nombre d'entreprises à impact social

Soutenir le développement rural



MLF (Malawi) © Didier Gentilhomme

Nouveau financement de la BEI

Un partenariat pour renforcer l'inclusion financière et l'entrepreneuriat africain.

La Banque européenne d'investissement (BEI) a octroyé un nouveau prêt de 10 millions d'euros à la Fondation Grameen Crédit Agricole. Cette nouvelle coopération avec la BEI permettra de renforcer l'activité de financements des institutions de microfinance sur le continent africain et d'y accroître son impact.

« La BEI s'est engagée à soutenir la microfinance dans toute l'Afrique et nous sommes heureux de renforcer la coopération de longue date avec la Fondation Grameen Crédit Agricole. L'engagement de 10 millions d'euros lancé aujourd'hui profitera directement à de petites entreprises sur le continent », a déclaré Ambroise Fayolle, Vice-président de la Banque européenne d'investissement.

Cette nouvelle coopération entre la BEI et la Fondation renforce l'accès des entrepreneurs au financement dans les secteurs touchés par la Covid-19 et dans les communautés isolées et rurales. Elle nous permet également d'avoir accès à des financements d'assistance technique pour des institutions en Afrique.

La Finance Inclusive en milieu Rural (FIR)

Ce fond, emblématique des projets à impact développés avec le groupe Crédit Agricole, continue de se développer.

Le FIR, exclusivement réservé aux entités du groupe Crédit Agricole, permet d'investir dans le financement des institutions de microfinance rurales qui servent des populations traditionnellement exclues du secteur bancaire dans les pays émergents. À ce jour, le FIR a enregistré les souscriptions de 21 Caisses régionales, d'Amundi et de CA Assurances.

Le FIR a soutenu de nouvelles institutions en 2021. Il a octroyé 1 million d'euros de prêt à ACF au Kazakhstan, 800 000 euros à Lazika en Géorgie, 1 million d'euros à Montecredit au Monténégro et 500 000 euros à Furuz au Tadjikistan. A fin décembre 2021, le FIR soutient 6 institutions de microfinance dans 6 pays : Géorgie, Kazakhstan, Kirghizstan, Kosovo, Monténégro, Tadjikistan.

Malgré la crise sanitaire, qui a augmenté le risque de crédit et obéré leur rentabilité, ces institutions ont su faire preuve de résilience. Elles continuent de contribuer au développement d'activités génératrices de revenus et notamment les productions agricoles villageoises (71% des bénéficiaires vivent en zones rurales).

6
INSTITUTIONS DE MICROFINANCE
FINANCÉES

9,75 M€
LEVÉS

90 591
BÉNÉFICIAIRES DE MICROCRÉDITS

HISTOIRE D'IMPACT

LA LAITERIE DU BERGER & KOSSAM SDE LA PAIE DE LAIT DIGITALISÉE POUR LES ÉLEVEURS DU SÉNÉGAL

1 425 éleveurs (majoritairement des femmes) de la Laiterie du Berger ont pu bénéficier de la dématérialisation de la paie du lait collecté, d'avances financières sur la production à venir et ainsi améliorer leurs conditions de vie et de travail.



Laiterie du Berger (Sénégal) © François Galland

DES SOLUTIONS INNOVANTES ET À FORT IMPACT

La première solution mise en place par les équipes de Kossam a été la paie par code SM. La majorité des éleveurs ne sont pas équipés de smartphones mais de téléphones mobiles de première génération qui reçoivent et émettent des appels et des SMS. La mise en place de cette solution a clairement enlevé des contraintes de temps et d'organisation aux éleveurs. Cette première digitalisation a eu lieu en février 2020, juste avant les premières mesures liées à la Covid-19, qui les auraient empêchés d'être payés.

Mais tous les éleveurs n'ont pas de téléphone ou accès au réseau. Kossam est donc ensuite passé à la seconde étape de la digitalisation de la paie : la fourniture d'une carte NFC individuelle qui envoie la paie dans un porte-monnaie électronique. Tous les éleveurs ont ainsi pu retirer l'argent qu'ils souhaitent dans un kiosque Wizall Money grâce à un code confidentiel. Et la fin de l'obligation de tout retirer en une fois permet de rentrer dans de nouveaux usages : micro épargne, épargne passive.

LA LAITERIE DU BERGER
CHIFFRES CLÉS :

12,5 M€
CHIFFRE D'AFFAIRES

1 425
ÉLEVEURS

400
EMPLOYÉS

Soutenue par la Fondation Grameen Crédit Agricole, CA Franche Comté et Amundi, Kossam SDE est une filiale de la Laiterie du Berger qui coordonne la production de lait, l'amont de la filière, et accompagne les agriculteurs afin d'améliorer cette source de revenus stables. Avant février 2020, la paie des éleveurs était souvent source d'erreurs. Les éleveurs étaient obligés de se déplacer jusqu'à Richard Toll une fois tous les 15 jours pour être payés de leur production laitière collectée par le réseau de collecteurs de la Laiterie du Berger. Kossam SDE, de son côté, devait manipuler pendant 2 jours des sommes importantes en espèces, dans des conditions de stress et d'insécurité relativement élevées.

Découvrez l'interview de Kossam SDE :
<https://www.gca-foundation.org>



Favoriser la résilience climatique



PAMF CI (Côte d'Ivoire) © Didier Gentilhomme

S'engager collectivement face au climat

La Fondation a signé le Manifeste de la nouvelle Coalition Française des Fondations pour le Climat (CFFC).

À la suite du lancement officiel de la Coalition Française des Fondations pour le Climat le 18 novembre 2020, la Fondation Grameen Crédit Agricole est devenue membre de la Coalition et signataire de son Manifeste pour le climat.

Ce manifeste est un appel à l'action, à la mobilisation collective et à l'engagement. Il appelle l'ensemble des acteurs de la philanthropie à adopter des mesures structurelles en fonction de la réalité de chacun afin de contribuer à la lutte contre le dérèglement climatique.

La signature du Manifeste réaffirme l'engagement de la Fondation à inclure l'enjeu climatique dans sa stratégie et ses actions : d'une part, dans son fonctionnement interne, avec des actions telles qu'une bonne gestion des déchets et l'évaluation de l'empreinte carbone, et d'autre part, dans ses activités, via la sensibilisation des organisations soutenues aux enjeux climatiques et la mise en place de financements innovants en faveur du climat.

Soutenir les innovations face au changement climatique

La Fondation, lauréate du Programme pour l'innovation en matière d'adaptation du Fonds mondial pour l'environnement.

Le 8 novembre 2021, la Fondation Grameen Crédit Agricole est l'un des 10 lauréats du Programme pour l'innovation en matière d'adaptation du Fonds pour l'Environnement Mondial. Ce concours fournit un financement de démarrage pour des initiatives innovantes destinées à aider les pays vulnérables face à l'aggravation de la crise climatique.

En coordination avec cinq autres organisations, le projet de la Fondation vise à fournir aux acteurs publics et privés des cadres d'intervention communs, des indicateurs et des produits spécifiques pour les aider à coordonner leur méthodologie, leurs activités et à proposer une offre concrète.

Les institutions de microfinance recevront un soutien financier, technique et technologique pour accompagner les projets d'adaptation au changement climatique et de conservation de la biodiversité de leurs clients, en particulier les plus vulnérables : les petits producteurs et les communautés rurales.



« Le programme du GEF s'inscrit dans notre stratégie de soutien de nos partenaires pour renforcer l'adaptation au changement climatique des communautés rurales. »

Éric Campos, Délégué général, Fondation Grameen Crédit Agricole & Directeur RSE, Crédit Agricole SA

HISTOIRE D'IMPACT

RENACA DÉVELOPPER LA MICROFINANCE VERTE AU BÉNIN

Dans le cadre de la Facilité Africaine, RENACA a bénéficié d'une subvention d'assistance technique pour mettre en place des actions de promotion d'une agriculture plus durable.



RENACA (Bénin) © In-Venture

agricoles plus durables et développer ainsi une offre de produits adaptés à cette ambition.

GAINS LIÉS À LA MISSION

RENACA a été accompagnée pour la réalisation d'un diagnostic initial et l'élaboration d'un plan d'action et d'une feuille de route. L'institution a également bénéficié de conseils pour développer son offre de produits. Le personnel et la gouvernance ont été sensibilisés sur la thématique de la microfinance verte inclusive et de l'agriculture durable. Enfin, avec l'ensemble des acteurs du Réseau (responsables de la direction générale, agents opérationnels, élus, clients), le cabinet a formulé une stratégie « verte » institutionnelle et un plan d'actions qui a permis à RENACA de clarifier ses priorités en la matière.

ACTIONS MENÉES APRÈS LA MISSION

Suite à cette mission, RENACA a pu définir plusieurs actions prioritaires : l'organisation de missions de sensibilisation à la microfinance verte pour les collaborateurs du RENACA, la définition d'une liste d'activités exclues du financement car nuisibles à l'environnement (production de charbon de bois, activités d'extraction polluant les plans d'eau), l'élaboration d'une politique environnementale et sociale ainsi que le développement d'une offre de produits agricoles respectueux de l'environnement.

Découvrez l'interview de Thomas Dovonou, Chef Service Crédit de RENACA : <https://www.gca-foundation.org>



952 806
EUROS D'ENCOURS DE CRÉDIT



42 022
EMPRUNTEURS ACTIFS



70%
EN ZONE RURALE

RENACA propose des prêts individuels et collectifs à une clientèle majoritairement féminine dans six régions du Bénin.

Cette institution de microfinance a reçu un soutien dans le cadre de la Facilité Africaine, un programme développé par la Fondation Grameen Crédit Agricole et l'AFD, pour renforcer ses actions au profit d'une agriculture plus durable.

ENJEU DE LA MISSION

Face à la détérioration des écosystèmes, RENACA souhaitait développer des activités de financement d'activités agricoles préservant les forêts et la biodiversité. Pour ce faire, l'institution a bénéficié de l'appui d'un cabinet international (YAPU Solutions) pour développer une stratégie en faveur de pratiques

Agir pour une finance responsable



Le Parcours de protection des clients de microfinance

La Fondation signataire d'une initiative majeure en faveur de la protection des clients.

L'engagement en faveur de la protection des clients se poursuit avec le travail de la SPTF* et CERISE** qui ont développé le « Parcours de protection des clients », un outil qui guide les prestataires de services financiers dans la mise en œuvre des normes de protection des clients.

Le « Parcours de protection des clients » comporte les pratiques essentielles en matière de protection des consommateurs (conception et livraison de produits, prévention du surendettement, transparence, tarification responsable, traitement juste et respectueux, confidentialité des données et mécanismes de résolution des plaintes).

La Fondation a toujours porté une grande attention aux pratiques des prestataires financiers lors de chaque due diligence et les accompagne dans le renforcement des dispositifs éthiques de protection de leur clientèle. En ayant intégré le « Parcours de protection des clients » dans ses propres processus de due diligence, la Fondation encourage ses partenaires à privilégier la protection des clients et à se joindre à cette initiative.

Appuyer nos partenaires dans le contexte de crise Covid-19

La Fondation est à l'initiative d'une coalition internationale pour protéger le secteur.

Depuis le début de la crise Covid-19 en 2020, la Fondation s'est mobilisée pour mieux accompagner les organisations financées. Parmi les actions initiées en 2020 et renforcées en 2021, la Fondation a lancé une coalition internationale avec une trentaine de financeurs, opérateurs et d'autres parties prenantes de la microfinance pour se coordonner, éviter une crise de liquidité mondiale et ainsi aider ce secteur à faire face à cette crise systémique.

La Coalition, animée par la Fondation, a signé un Engagement commun afin d'adopter des principes responsables basés sur la concertation et l'action responsable. Les résultats de ce travail collectif sont très positifs. Les bailleurs du secteur de la microfinance se sont entendus sur les principes adoptés dans le cas de report d'échéances, évitant une crise de liquidité dans le secteur. Ils se sont également entendus pour coordonner les missions d'assistance technique et les interventions de conseil ou de formation.

En 2022, la Fondation continuera à renforcer la coordination entre bailleurs mais aussi actionnaires des institutions de microfinance. Certaines institutions sont toujours impactées par les effets de la crise, quelques-unes durement, et la coopération et la coordination entre prêteurs sont les maîtres-mots des conditions à réunir pour accroître la probabilité de leur redressement pour retrouver leur dynamique d'avant Covid.

* Association qui promeut la finance responsable, inclusive et éthique et crée des outils de normes et d'évaluation sociale gratuits et accessibles.
** Organisation à but non lucratif qui développe et promeut des normes et bonnes pratiques de gestion de la performance sociale.

HISTOIRE D'IMPACT

PPSE LE SOUTIEN À L'ENTREPRENEURIAT CULTUREL AU CAMBODGE

Durement impactée par la crise, PPSE a bénéficié de l'accompagnement de ses actionnaires, dont la Fondation, pour traverser au mieux cette épreuve. Crédit Agricole SA a également apporté une aide importante.



revenus de PPSE. Les mesures de confinement ont également contraint PPSE à l'annulation de ses tournées internationales. Ses revenus ont chuté de 2,5 millions de dollars en 2019 à 700 000 dollars en 2020 puis 400 000 dollars en 2021. Des mesures exceptionnelles de réduction des charges ont été prises. Sa masse salariale a ainsi été divisée par 4.

AIDER PPSE À TRAVERSER LA CRISE

La Fondation a accompagné le Directeur et son équipe dans la gestion de la crise. Par son appui technique et stratégique et la recherche de subventions, PPSE a commencé à réorienter son modèle économique vers des activités moins dépendantes du tourisme : stratégie digitale, agence créative, offre culturelle à la clientèle locale de Phnom Penh, label musical, village artistique à Siem Reap. La Fondation encadre depuis 2 ans une vingtaine d'étudiants de Sciences Po qui contribuent à envisager de nouvelles pistes stratégiques. Crédit Agricole S.A. et la Fondation ont aidé PPSE à mettre en œuvre sa stratégie digitale et cofinancé une captation du spectacle de PPSE : « Same same but different », qui sera prochainement diffusé sur des plateformes médias. Début 2022, le pays a levé peu à peu ses restrictions et les touristes sont revenus applaudir les artistes.

 **457 000**
EUROS DE CHIFFRE D'AFFAIRES

 **36**
ARTISTES EMPLOYÉS

 **41**
EMPLOYÉS

Phare Ponleu Selpak Enterprise (PPSE), située à Siem Reap au nord-ouest du Cambodge à deux pas des vestiges des temples d'Angkor, propose des activités artistiques et des spectacles aux populations locales et aux touristes.

Cette entreprise sociale emploie des jeunes diplômés de l'association Phare Ponleu Selpak (PPSA). La Fondation soutient PPSE depuis sa création en 2013 au travers d'une participation à son capital de 15,5% et de financements accordés pour soutenir son développement. En alliant performance sociale et financière, PPSE est devenu peu à peu le cirque de référence du pays.

La crise Covid-19 a stoppé toute l'activité touristique au Cambodge, qui représentait la majorité des



SOUTIEN À NOS PARTENAIRES DANS UN CONTEXTE DE CRISE SANITAIRE

Aider à s'adapter et innover

Malgré la reprise progressive des activités de nos partenaires, nous avons maintenu une vigilance nécessaire face à l'instabilité du contexte liée à la crise sanitaire.

En 2020, notre première réponse à la crise a été d'établir un contact permanent avec les organisations que nous soutenons afin de comprendre les effets de la crise, les mesures prises et leurs besoins. Cette concertation a notamment permis la mise en place de nombreux reports d'échéances et la poursuite de nos financements, prévenant une crise de liquidité au niveau du secteur.

Notre observatoire dédié à la crise, notamment par son travail d'enquêtes régulières, a effectué un suivi continu de l'impact de la crise et a été un outil clé du pilotage de la Fondation. En parallèle, la Fondation a publié, avec ADA et Inpulse, un rapport Covid-19 qui rassemble les enseignements de cette période et les perspectives d'avenir pour le secteur. Il en est ressorti qu'une très grande partie de nos partenaires ont su faire face à la crise en prenant des mesures de gestion adéquates tout en maintenant une approche responsable avec leurs clients.

Si ces entreprises prouvaient leur résilience par leur éligibilité aux financements de la Fondation selon des critères

de risque standards, une partie non négligeable d'entre elles portait encore dans leur bilan au début de l'année 2021 un risque important hérité de l'année 2020. L'activité mondiale encore ralentie et les fluctuations des contextes locaux pesaient toujours sur une partie des clients des institutions de microfinance.

Il était donc nécessaire de maintenir ce suivi poussé en 2021. Notre initiative d'enquêtes avec nos partenaires ADA et Inpulse est passée à un rythme trimestriel et les résultats ont de nouveau été partagés au sein du secteur. Les premières enquêtes de 2021 montrent une amélioration générale de l'activité économique. Toutefois, cette tendance générale cache des réalités contrastées entre des institutions qui retrouvent la croissance (les plus nombreuses) et d'autres en plus grande difficulté.

Dès lors, cette année, nos réponses ont été adaptées à chaque situation, combinant nouveau financement, assistance technique, report d'échéances et - de façon plus exceptionnelle - restructuration de la dette. Quelle que soit la forme, nous continuons à promouvoir les initiatives en faveur de la protection de la clientèle et du personnel des institutions de microfinance.

Responsabilité, flexibilité et transparence sont les clés du succès de nos engagements.

Des signaux de reprise économique encore contrastés

Malgré un contexte instable, la reprise de l'activité des institutions de microfinance dans la plupart des pays a été progressive en 2021. En parallèle, le digital et le financement de l'agriculture se sont positionnés comme des axes de développement du secteur.

En 2020, les enquêtes régulières menées par la Fondation Grameen Crédit Agricole, ADA et Inpulse ont révélé le fort impact de la crise Covid-19 sur les activités des institutions de microfinance financées. En 2021, les résultats montrent une levée progressive de ces contraintes et une reprise certaine de l'activité. Ils montrent également que de plus en plus d'institutions entament des travaux destinés à renforcer la digitalisation de leurs offres et de leurs process.

Malgré la reprise des activités, une croissance limitée par une faible demande

En dépit de quelques disparités, la réduction des contraintes opérationnelles s'est confirmée en 2021 comme le montre le premier graphique (Graphique 1). Au dernier trimestre, 70% des institutions sondées ne rencontrent d'ailleurs plus de contraintes liées à la Covid-19 dans leurs activités. Seules celles de l'Europe de l'Est ont connu un durcissement des mesures après un regain épidémique fin 2021, sans conséquence majeure sur les résultats.

Malgré cette amélioration du contexte, les performances opérationnelles sont restées inférieures aux attentes (Graphique 2). Ainsi, la plupart des répondants indiquent ne pas avoir atteint leurs objectifs de décaissement des prêts depuis le début de l'année. Au second semestre 2021, les deux raisons majeures qui expliquent cet écart par rapport aux ambitions initiales sont le profil de risque détérioré de la clientèle (54%) et la réticence des clients à prendre de nouveaux prêts (49%).

La moitié des IMF sondées ont, en fin d'année 2021,

un portefeuille à risque plus élevé qu'avant la crise. Cette persistance du risque de crédit au fil des mois et la gestion prudente des institutions de microfinance limitent aussi les possibilités de développement de l'encours de crédits.

Les axes de développement stratégiques envisagés par les institutions de microfinance

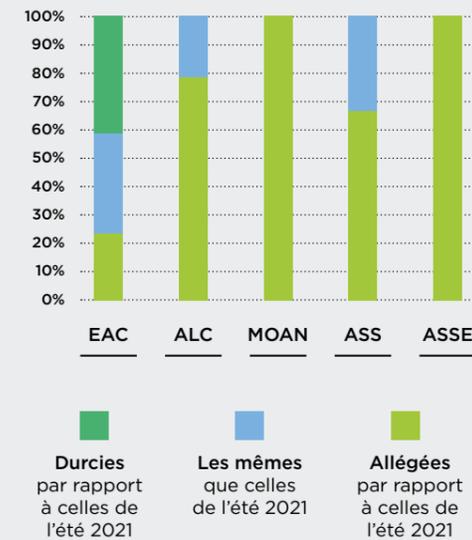
Très tôt dans la période de crise, la digitalisation des opérations est apparue comme incontournable, notamment pour pallier les difficultés de contact direct avec les emprunteurs. En fin d'année, la mise en place de solutions digitales (à la fois en interne et en externe) ressort comme l'axe de développement principal dans les années à venir (Graphique 3). A la fois bénéfique pour l'institution et le client, la digitalisation permet d'augmenter les revenus, d'offrir une expérience personnalisée et de renforcer la portée de l'inclusion financière. Si cet attrait pour le digital se retrouve dans toutes les régions, il est toutefois plus prononcé chez les institutions de grande taille.

Les autres axes stratégiques mentionnés sont restés globalement constants depuis le début de la pandémie. Ainsi, 30% des institutions sondées prévoient de s'orienter davantage vers l'agriculture, domaine d'activité apparu comme plus résilient par les institutions dès le début de crise Covid-19.

Nos partenaires évoquent également l'importance de la formation et la sensibilisation à l'usage des solutions digitales, à l'éducation financière, à la santé et à la protection de l'environnement. Ces thèmes de formations mettent en avant la nécessité d'accompagner les clients pour qu'ils s'adaptent à ces changements stratégiques des organisations.

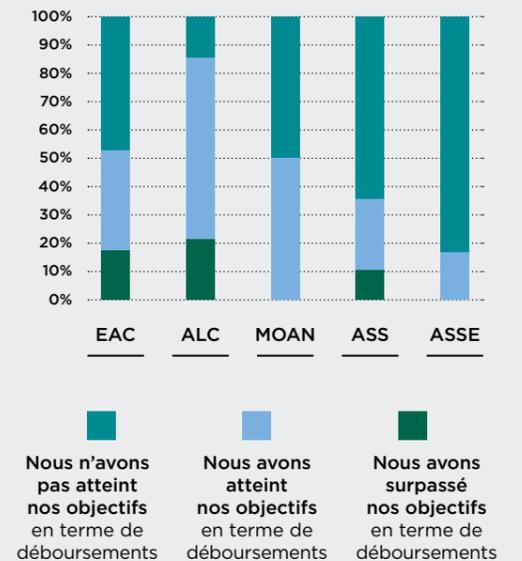
Graphique 1 — CONTRAINTES LIÉES À LA CRISE SANITAIRE (Novembre 2021)

Actuellement, les mesures d'endiguement de l'épidémie dans votre pays sont :



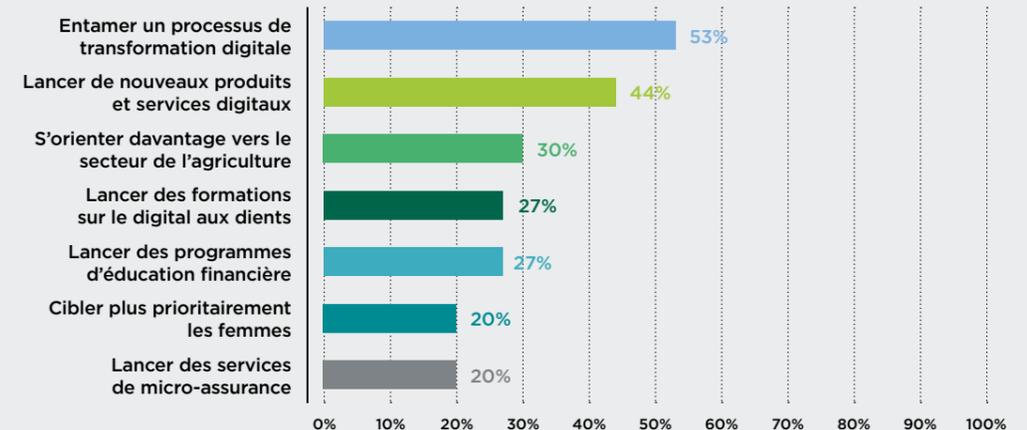
Graphique 2 — OBJECTIFS DE DÉBOURSEMENTS (Novembre 2021)

Avez-vous pu atteindre vos objectifs de déboursements depuis le début de l'année ?



Graphique 3 — AXES DE DÉVELOPPEMENT STRATÉGIQUES ENVISAGÉS (Novembre 2021)

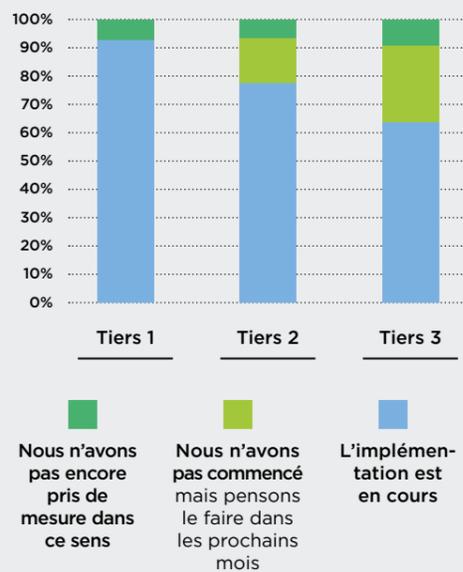
La crise a-t-elle fait émerger de nouvelles orientations stratégiques au sein de votre institution ?





Graphique 4 — MISE EN ŒUVRE DES AXES DE DÉVELOPPEMENT
(Novembre 2021)

Avez-vous déjà pu mettre en place certaines de ces mesures ?



La capacité à mettre en œuvre ces axes stratégiques varie en fonction de la taille de nos partenaires

D'après nos derniers résultats, 93% des institutions de grande taille ont déjà démarré la mise en place de mesures pour accompagner les orientations stratégiques mentionnées dans le Graphique 3, alors que cette proportion baisse chez les petites et moyennes institutions. Ces différences par taille, que nous constatons déjà dans des travaux menés à l'été 2020, se retrouvent aussi sur le niveau du soutien attendu de la part des parties prenantes externes (investisseurs, donateurs, etc.) dans la conduite de ces travaux de longue haleine.

Pour avancer sur les axes de développement, l'assistance technique et le financement affecté à ces projets sont les deux leviers principaux mentionnés par les institutions de microfinance, largement plus sollicités par les institutions de Tiers 2 et Tiers 3. Les partenaires de plus grande taille ressortent donc comme plus autonomes après la crise pour relever leurs prochains défis, comme elles le furent au pic de la crise.

HISTOIRE D'IMPACT

OXUS KIRGHIZSTAN (OKG)
L'ADAPTATION ET L'INNOVATION EN ACTION

La Fondation Grameen Crédit Agricole soutient et finance OKG depuis 2017 avec notamment de l'assistance technique pour l'accompagner dans le développement de sa stratégie digitale.



Toutefois, l'économie du Kirghizstan continue de faire face à de nombreuses difficultés économiques avec des activités peu diversifiées et une monnaie fragile. Ces faiblesses pourraient être exacerbées dans le contexte de la crise ukrainienne, avec une monnaie déjà dévaluée et un impact sur les nombreux transferts de fonds provenant de la Russie.

RÉPONSES À LA CRISE

Grâce à un contexte sanitaire amélioré et à sa bonne gestion de la crise Covid-19 en 2020, OKG a su rebondir en 2021 avec une nette reprise de la croissance de son portefeuille soutenue par l'acquisition de nouveaux clients. Les opérations sur le terrain se sont normalisées et les équipes ont été mobilisées pour répondre à la hausse des besoins de financement des clients microfinance. Le portefeuille de prêts restructurés en raison de la pandémie a poursuivi sa baisse tout au long de l'année.

RÔLE DE LA FONDATION

En 2021, la Fondation a coordonné un accord de non-accélération réunissant l'ensemble des prêteurs de OKG. Afin de soutenir l'institution dans la reprise de ses activités, la Fondation a également déboursé un nouveau prêt de 800 000 euros. La levée des restrictions de déplacement a permis aux collaborateurs de la Fondation d'aller sur le terrain au Kirghizstan pour rencontrer les équipes OKG et certains de leurs clients.

PRÉSENTATION

Cette institution de microfinance propose depuis 2006 des services financiers aux travailleurs pauvres et aux personnes sous-bancarisées du Kirghizstan. Son réseau de 11 agences et 113 employés dessert plus de 8 000 emprunteurs actifs (47% de femmes et 62% en milieu rural) et gère un portefeuille de 6,4 millions d'euros.

IMPACT DE LA CRISE

En 2021, la croissance du PIB kirghize était positive pour la première fois après le choc de la pandémie Covid-19. Cette amélioration de l'économie s'est retrouvée dans le secteur de la microfinance, notamment à travers la tendance à l'amélioration sur le risque de crédit et un impact sur la rentabilité et la solvabilité limitée.

6,4 M€
PORTEFEUILLE

8 000
EMPRUNTEURS ACTIFS

62%
EN ZONE RURALE



NOS PROGRAMMES D'ASSISTANCE TECHNIQUE

Furuz (Tadjikistan) © Furuz

L'impact d'une assistance technique ciblée

Les missions mises en place dans le cadre des programmes coordonnés par la Fondation contribuent au renforcement et au développement de nos partenaires.

Aujourd'hui l'assistance technique est l'un des quatre métiers de la Fondation, aux côtés de l'investissement, du financement et du conseil en investissement. Depuis 2013, 383 missions ont été lancées au profit de 59 partenaires. 8,7 millions d'euros de subventions ont été accordés à la Fondation pour mettre en place des dispositifs d'assistance technique. Ce qui a commencé avec la Facilité Africaine est aujourd'hui un ensemble de 6 programmes d'assistance technique.

Ces années d'expérience nous ont permis de gagner en maturité pour faire évoluer notre assistance technique vers des programmes plus ciblés pour mieux accompagner nos partenaires. Face à l'avènement des services financiers numériques, nous avons lancé des missions pour accompagner nos partenaires dans la digitalisation de leurs processus et services. Face au défi du changement climatique, nous avons coordonné des missions et organisé des formations pour favoriser le développement de la microfinance verte.

Face à la crise Covid-19, la Fondation a rapidement adapté ses modalités d'inter-

vention, en accord avec ses bailleurs, avec la mise en place de nouvelles formes d'accompagnement. Le déploiement d'experts locaux et l'organisation de missions à distance ont ainsi permis de surmonter les contraintes logistiques liées aux restrictions de déplacement. Cette souplesse s'est révélée cruciale pour affronter la pandémie liée à la Covid-19. 40 missions de la Facilité Africaine ont ainsi pu être réorientées par rapport au programme initial défini avec le partenaire, notamment vers des missions de gestion de la liquidité et de digitalisation.

Les missions sur la gestion du risque de liquidité ou l'élaboration de plans de continuité d'activité ont ainsi permis de répondre aux besoins immédiats de nos partenaires dans un contexte de forte incertitude. Enfin, le renforcement de la gestion des RH ou la digitalisation du processus de crédit et des canaux de distribution ont aidé les organisations à faire face aux problématiques de gestion de crise.

Le lancement de nouveaux programmes centrés sur la consolidation des économies rurales et le renforcement opérationnel ont permis à la Fondation de diversifier encore son appui et d'accompagner la résilience de ses partenaires. Grâce à cette diversité d'offre, l'assistance technique a pu jouer, et joue encore, un rôle d'amortisseur social pendant la crise sanitaire.

Huit ans après le lancement de nos activités d'assistance technique, la Fondation a effectué en 2021 un bilan de son offre dans la publication « Notre dispositif d'assistance technique » pour en améliorer sa gestion et accroître son impact (cf. p.29).



© A.TEN (Palestine) © GODOING

LES CHIFFRES-CLÉS EN 2021 :

130 MISSIONS GÉRÉES

47 ORGANISATIONS BÉNÉFICIAIRES D'ASSISTANCE TECHNIQUE

24 PAYS

6,5 M€ MONTANT DES SUBVENTIONS ACCORDÉES

LES PROGRAMMES :

Renforcement de la microfinance avec la Facilité Africaine 2013-2021

Objectifs :

- Améliorer l'inclusion financière en Afrique subsaharienne
- Renforcer des institutions de microfinance sélectionnées selon des critères assouplis par rapport aux critères de financement classiques de la Fondation, et les accompagner vers la pérennité financière

Partenaires : AFD

Appui à l'inclusion financière en Afrique subsaharienne 2019-2024

Objectifs :

- Promouvoir l'inclusion financière en Afrique subsaharienne
- Contribuer à l'amélioration des performances des institutions de microfinance et renforcer leur résilience après la crise Covid-19

Partenaires : BEI / Gouvernement Grand-Duché Luxembourg

Volontariat de compétences avec Banquiers Solidaires Depuis 2018

Objectifs :

- Mettre à profit les compétences de collaborateurs du groupe Crédit Agricole pour répondre aux besoins d'accompagnement variés des partenaires de la Fondation

Partenaires : Crédit Agricole

Promotion de l'inclusion financière des réfugiés 2019-2023

Objectifs :

- Améliorer l'inclusion financière des réfugiés et de leurs communautés d'accueil
- Améliorer leurs conditions de subsistance et de résilience

Partenaires : Sida / Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

Renforcement des chaînes de valeur agricole avec le SSNUP 2021-2023

Objectifs :

- Renforcer la résilience des petits producteurs et la structuration des chaînes de valeur agricole
- Encourager de nouveaux investissements et financements dans le secteur agricole

Partenaires : ADA Microfinance / Direction du développement et de la coopération suisse / Liechtenstein Development Service / Luxembourg Aid & Development

Développement de la microassurance 2021-2024

Objectifs :

- Renforcer les compétences des institutions de microfinance en matière de structuration de produits et services d'assurance
- Soutenir le développement de nouveaux produits d'assurance ou l'amélioration de ces produits

Partenaires : PROPARCO / BIT

La richesse de nos programmes

Renforcement de la microfinance avec la Facilité Africaine

Lancé en 2013 par la Fondation Grameen Crédit Agricole et financé par l'Agence Française de Développement, la Facilité Africaine est notre programme historique d'assistance technique.

Associant financement, garantie et assistance technique, ce dispositif holistique unique a permis à la Fondation d'accompagner de petits partenaires en Afrique subsaharienne.

Objectifs

Promouvoir l'inclusion financière en zone rurale en accompagnant les institutions de microfinance, sélectionnées selon des critères financiers assouplis, vers l'autosuffisance opérationnelle et la pérennité financière.

Modalités d'intervention

- Une subvention de 3,52 M€ pour mettre en place des activités d'assistance technique sur mesure, après un diagnostic institutionnel (due diligence) mené par la Fondation ;
- Une garantie de portefeuille ARIZ de 17 M€ dont 5,5 M€ pour les institutions bénéficiaires ;
- Une ligne de crédit de 6 M€ pour cofinancer une partie des prêts que fait la Fondation aux institutions de microfinance bénéficiant d'assistance technique.

CHIFFRES FACILITÉ AFRICAINE 2017-2021

22 INSTITUTIONS DE MICROFINANCE BÉNÉFICIAIRES

230 MISSIONS RÉALISÉES

RÉSULTATS CLÉS :

- +38% AUGMENTATION DU NOMBRE D'EMPRUNTEURS ACTIFS
- +47% AUGMENTATION TAILLE DU PORTEFEUILLE DE CRÉDIT DES INSTITUTIONS BÉNÉFICIAIRES

Appui à l'inclusion financière en Afrique subsaharienne

La Banque européenne d'investissement (BEI), via le Fonds pour l'Inclusion Financière initié et financé par le Gouvernement luxembourgeois, subventionne des missions d'assistance technique en faveur d'institutions de microfinance africaines. Le partenariat avec la Fondation a été lancé en 2019 et durera jusqu'en 2024.

Après un diagnostic précis des besoins en assistance technique des douze institutions de microfinance bénéficiaires du programme, la Fondation a développé un plan d'accompagnement avec des activités de transformation digitale, stratégie, gestion des risques, gestion des ressources humaines, gestion de la performance sociale, amélioration de la relation client et financement agricole.

Objectif

- Promouvoir l'inclusion financière en Afrique subsaharienne ;
- Contribuer à l'amélioration des performances des institutions de microfinance après la crise Covid-19.

Modalités d'intervention

Une subvention de 0,85 M€ pour mettre en place des activités d'assistance technique sur mesure.

5 INSTITUTIONS DE MICROFINANCE BÉNÉFICIAIRES

19 MISSIONS RÉALISÉES

7 MISSIONS « PERFORMANCE SOCIALE »
5 MISSIONS « GESTION DES RISQUES »



Volontariat de compétences avec Banquiers Solidaires

Le programme Banquiers Solidaires est né en 2018 sous l'impulsion de la Fondation, en partenariat avec le groupe Crédit Agricole. C'est un dispositif de volontariat de compétences ouvert aux collaborateurs du groupe Crédit Agricole en faveur des organisations financées par la Fondation.

Grâce à ce dispositif, des collaborateurs du groupe Crédit Agricole effectuent des missions d'assistance technique dans leur domaine d'expertise. Une trentaine de missions ont été lancées dans une quinzaine de pays, ce qui représente 357 jours de missions sous la forme de volontariat de compétences.

Objectif

- Soutenir les organisations financées par la Fondation avec un accompagnement technique ciblé et ponctuel ;
- Valoriser les compétences des collaborateurs du groupe Crédit Agricole qui souhaitent s'investir dans des projets à impact.

Modalités d'intervention

Missions pro bono de 2 semaines sur le terrain ou missions plus longues mais à distance réalisées par 1 ou 2 collaborateurs du groupe Crédit Agricole pour accompagner une organisation financée par la Fondation sur un besoin spécifique (renforcement institutionnel, élaboration de business plan, digitalisation de services, gestion des risques, gestion de la trésorerie, réduction de l'empreinte carbone directe, etc..).

17 ORGANISATIONS BÉNÉFICIAIRES



21 MISSIONS RÉALISÉES



RÉSULTATS CLÉS :

- 7 PLANS D'AFFAIRES / STRATÉGIQUES DÉFINIS
- 3 STRATÉGIES / OUTILS RISQUES ET CONFORMITÉS ÉTABLIS
- 4 STRATÉGIES DIGITALES ÉLABORÉES



Chiffres au 31/12/2021



« Le succès du programme Banquiers Solidaires confirme l'engagement des collaborateurs et la volonté du Groupe de soutenir des projets à impact social et/ou environnemental »

Carolina Viguet,
Directrice Communication & Partenariats,
Fondation Grameen Crédit Agricole



VisionFund (Ouganda) © Didier Gentilhomme

Promotion de l'inclusion financière des réfugiés

L'Agence Suédoise de Développement et de Coopération Internationale (SIDA) et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) a sélectionné la Fondation pour coordonner ce programme en faveur des réfugiés et des communautés locales en Ouganda.

Après une longue phase de diagnostic des besoins des différentes parties prenantes, d'étude de marché et de conception du programme, menée par la Fondation en coopération avec le HCR et SIDA, le programme a été lancé en 2019. Il se distingue par son approche conciliant financements mixtes (capitaux publics et privés) et son approche globale en trois volets : une ligne de financement en faveur d'institutions de microfinance, un dispositif d'assistance technique pour développer de nouveaux produits et services proposés directement dans les camps de réfugiés et un fonds de garantie des prêteurs.

Les institutions de microfinance bénéficiaires du programme peuvent ainsi :

- Ouvrir de nouvelles agences dans les régions où vivent les réfugiés ;
- Recruter des employés pour servir les réfugiés et les communautés locales ;
- Proposer une offre de produits et services adaptée à la population cible ;
- Mettre en place des services d'éducation financière et entrepreneuriale.

Objectif

Favoriser l'inclusion sociale des réfugiés et de leurs communautés d'accueil en Ouganda par l'entrepreneuriat.

Modalités d'intervention

- Une ligne de financement adaptée à l'ambition des trois institutions de microfinance qui déploient le programme sur le terrain ;
- Une subvention de 2,4 M€ pour financer des missions d'assistance technique en faveur des institutions bénéficiaires ;
- Une garantie de 50% sur les prêts accordés par la Fondation aux institutions bénéficiaires du programme.

3 INSTITUTIONS DE MICROFINANCE BÉNÉFICIAIRES



6 AGENCES OUVERTES DANS DES CAMPS DE RÉFUGIÉS EN OUGANDA



RÉSULTATS CLÉS :

- 24 203 RÉFUGIÉS AYANT BÉNÉFICIÉ D'UN PRÊT
- 31 087 RÉFUGIÉS AYANT BÉNÉFICIÉ DE FORMATIONS



Renforcement des chaînes de valeur agricole avec le SSNUP

Fin 2020, la Fondation a été retenue comme l'un des investisseurs à impact en charge de la mise en place du Smallholder Safety Net Upscaling Programme (SSNUP).

Ce programme d'appui aux petits producteurs agricoles est coordonné par une ONG luxembourgeoise, ADA Microfinance, et co-financé par la Direction du développement et de la coopération Suisse, la Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire du Ministère des affaires étrangères et européennes du Luxembourg et le Service de développement du Liechtenstein.

Objectif

- Renforcer les acteurs des chaînes de valeur agricole en encourageant les pratiques de gestion durable pour générer des revenus, créer des emplois et améliorer la sécurité alimentaire ;
- Améliorer la productivité et la résilience des petits exploitants agricoles en leur offrant des solutions financières adaptées et en encourageant les pratiques agricoles durables et conformes aux principes agro-écologiques ;
- Favoriser des investissements et des financements responsables dans les systèmes agricoles et alimentaires.

Modalités d'intervention

La Fondation a bénéficié d'une première enveloppe de 1 M€ pour lancer des missions d'assistance technique en faveur des institutions de microfinance et entreprises agricoles qui soutiennent les petits exploitants agricoles.

1 MILLION € DE SUBVENTION POUR RENFORCER LES CHAÎNES DE VALEUR AGRICOLE



3 ZONES GÉOGRAPHIQUES : AFRIQUE, ASIE ET MOYEN-ORIENT



Développement de la microassurance en Afrique et en Asie

En partenariat avec PROPARCO et l'Organisation Internationale du Travail (OIT), la Fondation Grameen Crédit Agricole a développé un programme d'assistance technique pour favoriser le développement des offres de microassurance en Afrique et en Asie.

PROPARGO, filiale de l'Agence française de développement (AFD), a octroyé à la Fondation Grameen Crédit Agricole une subvention de 900 000 euros pour favoriser le développement de produits de microassurance proposés par les institutions de microfinance. Le dispositif s'appuie sur l'expertise du programme Impact Insurance de l'OIT pour former des institutions partenaires en Afrique et en Asie du Sud-Est.

Au total, 12 institutions vont bénéficier d'un programme d'assistance technique (formations sur la microassurance, structuration des offres, accompagnement d'experts de l'OIT sur le terrain) pour leur permettre de proposer des produits de microassurance à leurs bénéficiaires.

Objectif

- Renforcer les compétences des institutions de microfinance en matière de structuration des produits et services de microassurance ;
- Soutenir le développement de produits de microassurance.

Modalités d'intervention

Une subvention de 0,9 M€ pour former et accompagner les institutions de microfinance partenaires dans le développement de produits de microassurance.



« Grâce à ce programme, nous allons pouvoir renforcer notre capacité d'accompagnement dans le développement des produits et services d'assurance, y compris des assurances agricoles »

Éric Campos, Délégué général, Fondation Grameen Crédit Agricole & Directeur RSE, Crédit Agricole SA

PUBLICATION

NOTRE DISPOSITIF D'ASSISTANCE TECHNIQUE

Avec l'aide méthodologique du cabinet Cerise, organisme indépendant, la Fondation a souhaité mener une évaluation approfondie de son dispositif d'assistance technique.

Les analyses quantitatives et qualitatives menées dans le cadre de cette étude auprès des partenaires ayant bénéficié d'assistance technique ont permis de montrer une amélioration de leurs indicateurs financiers, et l'amélioration de leur performance opérationnelle.

Cette évaluation a également permis de tirer des enseignements concernant l'ensemble du dispositif d'assistance technique de la Fondation : procédures internes, modalités d'intervention, implication des organisations bénéficiaires, choix du prestataire, reporting, suivi post-mission etc.

Elle a ainsi mis en valeur la singularité de l'approche de la Fondation en matière de coordination d'assistance technique, notamment sa flexibilité, son approche participative, son adéquation avec les besoins des institutions et la qualité de l'expertise fournie.

À travers ce rapport, la Fondation a pu partager son expérience avec toutes celles et ceux qui contribuent à la consolidation du secteur de la finance inclusive, et tirer des enseignements sur les facteurs clés de succès pour maximiser l'impact de l'assistance technique.



Plusieurs facteurs clés de succès ont ainsi été identifiés suite à l'évaluation :

- Des interventions en adéquation avec les besoins des organisations bénéficiaires grâce à un diagnostic fin et une compréhension de la culture institutionnelle répondant précisément aux besoins des institutions bénéficiaires ;
- Une forte implication des institutions bénéficiaires dans la définition du cahier des charges de la mission et le choix des prestataires d'assistance technique, ainsi qu'une relation de confiance et d'égal-à-égal ;
- L'implication de la gouvernance des institutions bénéficiaires et l'engagement formel de la direction à tirer le meilleur parti de la mission ;

- Des synergies avec les équipes investissement, pour optimiser la rédaction du cahier des charges et assurer la mise en place d'interventions réellement prioritaires et à forte valeur ajoutée ;
- Une intervention qui s'inscrit dans la durée avec des programmes pluriannuels, pour maximiser l'impact de l'appui et la pérennité des interventions une fois le programme terminé ;
- Une flexibilité sur les thématiques couvertes, pour pouvoir adapter rapidement les interventions aux besoins des institutions ;
- Des modalités de financement diversifiées (incluant le financement d'équipement et de salaires) pour répondre à l'ensemble des besoins des organisations et aux réalités de terrain ;
- La valorisation des expertises locales et la mobilisation d'experts ayant une bonne connaissance du contexte local ;
- Des procédures et des exigences de reporting et d'audit allégées et optimisées, pour investir du temps sur des tâches à forte valeur ajoutée pour les organisations bénéficiaires.

Découvrez la publication ici : <https://www.gca-foundation.org/>





DANS LES COULISSES DE LA FONDATION

Microinvest (Moldavie) © Philippe Lissac

Dans le souci constant d'une meilleure efficacité

**Pour mobiliser nos atouts
et renforcer notre appui,
nos équipes sont animées
par un esprit d'amélioration
permanent.**

Depuis sa création, la Fondation a toujours eu à cœur d'améliorer l'efficacité de ces processus tant pour répondre aux exigences réglementaires que pour s'engager au mieux au service de ses partenaires. Dans un contexte de crise mondiale provoquée par la crise sanitaire et dans des contextes locaux impactés durement, par ailleurs, par des conflits armés, cette recherche d'efficacité est essentielle.

**Pour tout projet auquel nous participons,
nous nous demandons s'il permet de
générer un impact économique, social,
ou environnemental positif.**

La Fondation définit l'impact comme étant les améliorations durables auxquelles ses actions ont plausiblement contribué et qui peuvent être estimées par des indicateurs de portée, de résultat et de changement. Cette recherche permanente d'additionalités de notre financement est au cœur de l'esprit d'amélioration qui anime nos équipes.

La Fondation accompagne des institutions de petite et moyenne taille qui proposent des services financiers aux populations exclues du système bancaire classique dans des pays fragiles. C'est sa singularité. C'est aussi ce qui demande une gestion exigeante, efficace et responsable. Nous prenons en compte les résultats financiers, mais aussi l'adaptation interne des produits et services et l'impact pour les bénéficiaires finaux (éducation, santé, création d'emploi, environnement...) des institutions que nous soutenons.

Le suivi de nos partenaires prend la forme de recommandations, de conditions préalables au financement et de missions d'assistance technique. C'est un savoir maîtrisé pour lequel nous disposons d'un pôle interne de compétences. Nous partageons ces bonnes pratiques de gestion responsable, notamment avec les entités du groupe Crédit Agricole. Et, nous nous appliquons les principes que nous promouvons, notamment dans notre gestion : plans de formation, qualité de vie au travail, représentation des femmes aux postes clés.

Les métiers de la Fondation

Une expertise qui repose sur 5 activités

Le financement des institutions de microfinance

Dans les premières années de son existence, la Fondation s'est concentrée sur l'activité de financement des institutions de microfinance en se spécialisant peu à peu sur les institutions de plus petite taille, situées en zones rurales et principalement au profit des femmes développant des petites activités génératrices de revenus.

Le financement des entreprises à impact

La Fondation a ouvert dans un deuxième temps son champ d'intervention au financement des entreprises à impact social et, entre 2011 et 2017, pris des participations au capital de ces entreprises à impact pour leur permettre de « passer à l'échelle ».

La coordination de programme d'assistance technique

A partir de 2013, la Fondation a complété son approche par une capacité d'intervention en expertise ciblée afin de renforcer la performance opérationnelle de ses partenaires. Depuis neuf ans maintenant, nous élaborons, coordonnons et réalisons des programmes d'assistance technique.

Le conseil en investissement

Depuis 2018, la Fondation est aussi conseillère de fonds d'investissement : nous aidons les investisseurs à s'engager dans le développement de la microfinance ou, plus généralement, de la finance inclusive.

Le plaidoyer

Pour valoriser les actions et mobiliser d'autres parties prenantes autour de l'inclusion financière, la Fondation partage son expérience au travers de diverses publications et organise des événements avec d'autres acteurs clés du secteur. Cela implique mettre en lumière les enjeux, les leçons apprises et les solutions portées par la Fondation, ses partenaires et ses pairs.

CHIFFRES-CLÉS

23 COLLABORATEURS  | **65%** FEMMES 

213 JOURS DE MISSIONS DES CHARGÉS D'INVESTISSEMENT  | **24** RÉUNIONS DES ORGANES DE GOUVERNANCE 

Une expertise dans les domaines de la finance inclusive

La Fondation intervient au cœur des économies de proximité en zones rurales dans les régions les plus fragiles d'Afrique, d'Asie, et d'Europe. Elle soutient les populations vulnérables au revenu par habitant très faible en faveur des femmes. Elle se distingue aussi par son approche : flexible, participative, réactive et qualitative.

Une organisation adaptée à la mission de la Fondation

1 collectif d'experts engagés

Nos équipes sont composées de chargés d'investissement, d'analystes risque et finance et de fonctions support. Leurs profils sont complémentaires, mais ils ont en commun cette capacité à tisser des liens étroits avec les partenaires soutenus. Leur approche est conduite selon les principes responsables du management de la performance sociale. Leurs expertises respectives contribuent à la pérennité de la Fondation.

1 gouvernance solide et impliquée

La Fondation est composée d'un conseil d'administration avec 5 représentants du Crédit Agricole, 3 représentants de la Grameen Trust et 5 administrateurs indépendants.

Nous avons aussi 3 comités spécialisés :

- Le Comité d'Investissement examine et approuve les dossiers d'investissement (3 administrateurs et un expert indépendant) ;
- Le Comité Finance Risque et Impact s'assure de la performance financière, de la maîtrise du risque et du suivi de l'impact social et environnemental de la Fondation (4 administrateurs) ;
- Le Comité Conformité et Contrôle interne veille au respect de la politique LCB-FT, au bon fonctionnement du dispositif de contrôle interne, ainsi qu'au respect de la Charte éthique et du Code de conduite.

INTERVIEWS

TÉMOIGNAGES DES ÉQUIPES DE LA FONDATION

Sébastien Simonot, Chargé d'Investissement senior et Victoire Binson, Chargée d'Assistance technique, Fondation Grameen Crédit Agricole.

Sébastien Simonot



Victoire Binson



Votre métier de Chargé d'investissement en quelques mots ?

S.S. : Le métier de Chargé d'investissement consiste à nouer et développer des partenariats durables avec les institutions de microfinance. Une grande partie de notre temps de travail est consacrée à la détection de ces partenaires potentiels, à travers une analyse poussée de leur performance financière, sociale, et environnementale, d'abord à distance puis sur site lors de missions de due diligence. Nous échangeons également régulièrement avec les institutions qui sont déjà en portefeuille pour évaluer l'évolution de leurs performances tant financières que sociales et environnementales et apprécier leurs besoins financiers et techniques afin de renforcer nos partenariats.

Quels sont les points forts de votre métier ?

S.S. : Ce métier donne l'opportunité d'observer l'innovation dont font preuve les institutions de microfinance pour apporter leurs services aux publics vulnérables, malgré la difficulté des contextes dans lesquels elles doivent opérer. L'analyse en profondeur de ces institutions, notamment à travers les visites qu'on leur fait sur place et la rencontre avec leurs clients, rappelle tout le sens des ambitions de la Fondation : promouvoir l'entrepreneuriat social et l'inclusion financière. Enfin, le caractère transversal du métier : un chargé d'investissement travaille avec l'ensemble des équipes de la Fondation.

Retrouvez l'interview complète de Sébastien Simonot : <https://www.gca-foundation.org/>

En quelques mots, quelle est l'offre d'assistance technique de la Fondation ?

V.B. : L'assistance technique est un dispositif d'accompagnement visant à apporter un appui additionnel aux institutions de microfinance et entreprises sociales financées par la Fondation. Les modalités d'intervention sont diverses : participation à des formations, missions d'accompagnement sur le terrain sur un besoin spécifique et cofinancement d'achat d'équipement. La Fondation joue un rôle de coordination d'assistance technique dans le cadre de programmes qui sont lancés avec de partenaires financiers et techniques.

Quels sont les principaux impacts de ces programmes ?

V.B. : La Fondation vient de publier un rapport sur son dispositif d'assistance technique au sein duquel nous avons identifié trois impacts directs : d'abord, l'assistance technique permet de renforcer la performance opérationnelle des ses partenaires ; ensuite, elle permet de développer de nouveaux services, comme la digitalisation ou la microassurance, et de toucher de nouvelles cibles, comme les populations réfugiés ; enfin, via ces programmes d'assistance technique, la Fondation promeut des pratiques innovantes et renforce ses liens avec les acteurs du secteur de la finance inclusive.

Retrouvez l'interview complète de Victoire Binson : <https://www.gca-foundation.org/>

INTERVIEW

ADAPTATION ET RESPONSABILITÉ FACE À LA CRISE SANITAIRE

Édouard Sers, Directeur Risques, Conformité & Impact,
et Philippe Guichandut, Directeur Développement finance inclusive,
Fondation Grameen Crédit Agricole.

Édouard
Sers



Philippe
Guichandut



Où en est la Fondation dans l'accompagnement des organisations financées face à la Covid-19 ? Quel est le bilan en termes de risque ?

É. S. : Sur la période, nous avons constaté une grande résilience de la part des 70 institutions interrogées. Seule une poignée, environ 5%, a beaucoup souffert de la crise. Pour faire face à la crise en 2020, nous avons accordé 28 reports d'échéances en microfinance et 1 en entreprise à impact. Nos partenaires sont bien sortis de cette période de moratoire en 2021. La majorité est revenue à des niveaux de profil de risque pré-crise. Nous n'avons dû accompagner que 3 institutions en restructuration (au Kenya, en Ouganda et en Zambie). Les mesures anti-Covid ont augmenté le risque crédit de nos partenaires en 2020 et impacté leur rentabilité. Après le pic de risque crédit en juin 2020, le risque a progressivement diminué jusqu'en décembre 2021. Les pertes accumulées pendant cette période ont légèrement amputé le capital mais n'ont pas empêché nos partenaires de reprendre une trajectoire de croissance modérée.

P. G. : J'ajouterais que le nombre de partenaires de la Fondation est resté stable et les dossiers problématiques, en Ouganda et au Kenya notamment, sont principalement liés aux restrictions gouvernementales drastiques pendant la crise liée à la Covid. Mais sinon, en 2021, les restrictions imposées ont été plus souples et n'ont pas trop duré.

Que vous a appris la crise Covid-19 sur l'accompagnement et la résilience des organisations partenaires ?

P. G. : La crise nous a montré l'importance d'avoir la confiance de nos partenaires, grâce à l'écoute, aux échanges. L'information en amont nous a permis d'avoir les tendances, d'ajuster nos interventions. Ce dialogue avec nos contreparties et aussi avec nos pairs ne doit pas se limiter à la crise Covid-19. Ces réflexes comptent et compteront dans des temps incertains, comme en Birmanie en 2021 et les conséquences de la guerre en Ukraine en 2022. Poursuivre nos engagements, les adapter si besoin, et ne jamais rompre la continuité, c'est crucial. Les problèmes sont souvent liés à la gouvernance, quand l'actionnaire n'a pas joué son rôle. Sinon ça marche et on avance.

É. S. : Maintenir une forte proximité avec nos partenaires et préserver leur capacité à financer ont été notre priorité. Les moratoires que nous avons octroyés permettent ensuite aux institutions de les répercuter sur les clients finaux. Un micro-entrepreneur coupé de financements doit parfois faire des sacrifices importants, y compris pour son alimentation et celle de sa famille. Le flux de liquidité est fondamental pour sa résilience. Il faut les soutenir. Je souligne également que nous ne pouvons aider nos partenaires que si l'actionnaire joue son rôle : apporter son soutien financier, prendre les bonnes décisions en termes de gestion, donner l'information de manière transparente. La Fondation n'apporte son soutien que dans ces conditions de gouvernance et de transparence.

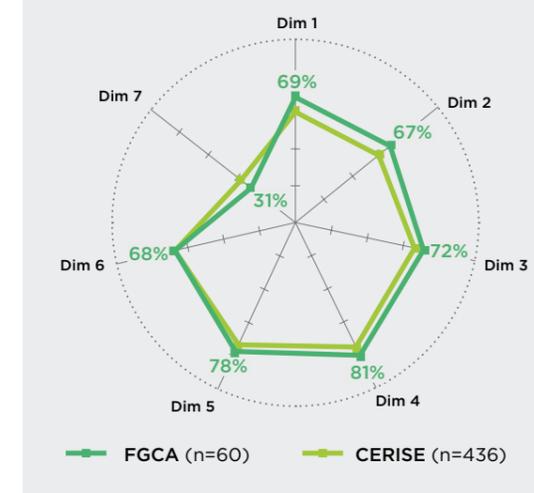
Évaluer la mise en œuvre de notre modèle d'impact

La notion d'impact est définie comme étant les améliorations durables auxquelles les actions de la Fondation ont plausiblement contribué et qui peuvent être estimées par des indicateurs quantifiés de portée, de résultat et de changement.

En 2019, la Fondation a défini son modèle d'impact et évalue depuis l'impact direct et indirect de ses investissements grâce à un outil de scoring. En parallèle, la Fondation mène des études d'impact sur le terrain, en collaboration avec ses partenaires.

À la suite de son premier rapport d'impact en 2019, la Fondation a poursuivi son travail d'analyse en élaborant un outil de scoring permettant d'évaluer l'impact direct (impact de la Fondation sur les institutions de microfinance ou sur les entreprises financées et/ou accompagnées) et indirect (impact des organisations financées et/ou accompagnées auprès de leurs bénéficiaires) Ces avis impact sont désormais intégrés à chaque dossier.

Graphique 5 — BENCHMARK GLOBAL 2021 PAR DIMENSION



SEF, UNE ÉTUDE D'IMPACT LANCÉE EN 2020 EN COLLABORATION AVEC LA SIDI*

L'institution de microfinance SEF, en Afrique du Sud, finance exclusivement des femmes en zones rurales, via la méthodologie de groupe.

Quelques résultats de l'étude :

- 83% des clients estiment plus facile d'épargner et 81% plus facile de rembourser leurs prêts grâce à leur implication dans le processus SEF.
- 62% des clients ont indiqué percevoir des changements tangibles de leur situation en étant clients de SEF (« subvenir aux besoins de la famille », « payer des choses dans la maison »).
- 93% des clients se sentent plus confiants, 91% mieux préparés à l'avenir et 85% plus optimistes sur leur activité.

Évaluation de la mise en œuvre du modèle d'impact

Deux ans après la mise en place de ces avis, la Fondation a souhaité en faire un bilan et évaluer si elle mettait bien en œuvre son modèle d'impact dans ses investissements. Cette analyse permet de conclure sur la réalité de son impact direct en finançant de nombreuses Tiers 3 dans des États fragiles, malgré un certain niveau de risque. Par ailleurs, l'analyse des SPI4-Alinus des partenaires de la Fondation menée par un cabinet indépendant (Cerise) montre l'importance de la performance sociale pour les IMF accompagnées par la Fondation, avec un score SPI4-Alinus global de 67% en 2021, en ligne avec le benchmark (cf. Graphique 5).

Études d'impact sur le terrain

En parallèle de l'évaluation de son impact en interne, la Fondation finance des études d'impact sur le terrain. En 2020, elle s'est associée avec la SIDI pour mener ensemble des études d'impact sur le terrain (cf encadré), et la deuxième à l'institution KRK au Kosovo. En 2022, la Fondation participe à l'initiative de 60-Decibels et cofinance leur Financial Inclusion Index via la participation de plusieurs de ses partenaires à des études d'impact auprès des clients, notamment au Burkina Faso. Les résultats de ces études permettront à la Fondation d'alimenter son modèle d'impact.

* Cet encadré sera alimenté par des indicateurs à la réception de l'étude finale.

LA GOUVERNANCE

PRÉSIDENT DE LA FONDATION :



Raphaël Appert

ADMINISTRATEURS REPRÉSENTANT LA GRAMEEN TRUST :



Pr. Muhammad Yunus



Abdul Haï Khan



M Shahjahan
Vice-président de la Fondation

ADMINISTRATEURS REPRÉSENTANT LE GROUPE CRÉDIT AGRICOLE :



Véronique Faujour



Bernard Lepot
Président du Comité d'Investissement



Jean-Pierre Paviet



Jean-Marie Sander

ADMINISTRATEURS INDÉPENDANTS :



S.A.R la Grande Duchesse du Luxembourg



Miren Bengoa



Jérôme Brunel
Président du Comité Conformité et Contrôle interne



Sylvie Lemmet
Présidente du Comité Finance, Risques et Impact



Soukeyna N'Diaye Bâ

EXPERTS INDÉPENDANTS :



Bernard Fouquet



Étienne Viard

L'ÉQUIPE

COMITÉ DE DIRECTION :



Éric Campos
Délégué général



Vincent Brousseau
Directeur Financement des entreprises à impact, depuis février 2022



Philippe Guichandut
Directeur Développement finance inclusive



Hélène Keraudren Baube
Directrice Administrative & financière



Édouard Sers
Directeur Risques, Conformité & Impact



Carolina Viguet
Directrice Communication & Partenariats



Pascal Webanck
Directeur Financement des entreprises à impact, jusqu'à décembre 2021

DÉVELOPPEMENT FINANCE INCLUSIVE :



Victoire Binson
Chargée d'Assistance technique



Maxime Borgogno
Chargé d'Investissement



Caroline Brandt
Chargée d'Investissement senior



Lamine Cissé
Conseiller en investissement



Violette Cubier
Responsable d'Assistance technique



El Hadji Diop
Conseiller en investissement



Khady Fall
Conseillère en investissement



Kathrin Gerner
Conseillère en investissement



Robin Lavrilloux
Chargé d'Investissement



Julie Serret
Chargée d'Investissement



Sébastien Simonot
Chargé d'Investissement senior

RISQUE, CONFORMITÉ ET IMPACT :



Pauline Blit
Analyste Risques & Conformité



Gabrielle Ferhat
Analyste Risques & Impact



Alice Rullier-Maugüé
Analyste Risques & Impact

FINANCEMENT ENTREPRISES À IMPACT



Céline Hyon-Naudin
Chargée d'investissement senior



Guilhem Vincent
Chargé d'investissement

MIDDLE OFFICE ET COMMUNICATION :



Rym Boukharouba
Gestionnaire Administrative & Financière



Cécile Delhomme
Responsable Communication & Partenariats



Maria Franco
Chargée de Communication



Valérie Iguersaid
Gestionnaire Administrative & Financière



Claire Lecocq
Gestionnaire Administrative & Financière



Yasmine Reggai
Chargée de projet



Hélène Zbinden
Assistante de Direction

STAGIAIRES



Ludivine de Beaucorps
Stagiaire Communication & Partenariats



Clara Becard
Stagiaire investissement



Isidora Djokic
Stagiaire Communication & Partenariats



Alyssia Fischer
Stagiaire investissement



Aïcha Hassouna Auclair
Stagiaire investissement

ÉTATS FINANCIERS

Malgré la crise Covid-19, pour la deuxième année consécutive, la Fondation enregistre un niveau de résultat opérationnel élevé. La Fondation a mobilisé des financements supplémentaires pour répondre à la crise.

Bilan

(en milliers €)

ACTIF	2021	2020	PASSIF	2021	2020
Actifs financiers	77 242	73 721	Dotation et résultat	48 905	48 761
Prêts	64 678	60 437	Dotation initiale	50 001	50 001
Placements financiers	7 648	7 614	Report à nouveau	-1 240	-1 299
Prises de participation	4 076	5 089	Résultat de l'exercice	144	60
Créances rattachées	840	581	Provisions	89	
Actif circulant	22 939	18 064	Dettes	49 695	40 965
Créances à moins d'un an	1 814	919	Dettes financières à plus d'un an	48 684	39 721
Disponibilités	21 125	17 145	Autres dettes	1 011	1 244
Charges payées d'avance	992	726	Produits à recevoir	2 485	2 786
TOTAL ACTIF	101 174	92 512	TOTAL PASSIF	101 174	92 512

Compte de résultat

(en milliers €)

	2021	2020		2021	2020
Revenus d'investissements	4 541	4 952	Reprises de provisions sur actifs financiers	58	40
Autres revenus financiers	264	421	Ajustements de valeur	-883	-1 115
Revenus financiers	4 805	5 373	Passages en pertes	-503	-14
Autres revenus opérationnels	1 445	487	Produits exceptionnels	486	21
Charges financières	-909	-1 034	Charges exceptionnelles	0	0
Charges de personnel	-1 706	-1 519			
Autres charges externes	-2 649	-2 179			
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	986	1 128	RÉSULTAT DE L'EXERCICE	144	60

PARTENAIRES

Financeurs et partenaires opérationnels

- ADA Microfinance
- Agence suédoise de coopération internationale pour le développement
- Agence française de développement
- PROPARCO
- Amundi
- CACEIS Bank, Luxembourg Branch
- Crédit Agricole CIB
- CA Ile-de-France
- CA Indosuez Wealth (Asset Management)
- Banque européenne d'investissement
- Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
- Inpulse
- LCL
- Organisation internationale du travail

Organisations soutenues en 2021

AFRIQUE DU SUD

Phakamani

AZERBAIDJAN

Viator

BANGLADESH

Grameen Danone Foods Ltd

BÉNIN

ACFB

Comuba

Renaca

Vital

BIRMANIE

Proximity Finance

Thitsar Ooyin

Vision Fund Myanmar

BOSNIE-HERZÉGOVINE

Mikra

Partner

BURKINA FASO

ACEP Burkina SA

Acfime

Graine

PMBF

CAMBODGE

AMK

Chamroeu

Phare Performing Social Enterprise (PPSE)

CAMEROUN

ACEP Cameroun

CÔTE D'IVOIRE

Advans - CI

ÉGYPTE

Tasaheel

FRANCE

Babyloan / ABC Microfinance

FADEV (Africa)

OSHUN

GÉORGIE

Lazika

INDE

Annapurna

Pahal

INDONÉSIE

KOMIDA

MBK

JORDANIE

Finca Jordan

KAZAKHSTAN

Asian Credit Fund

Bereke

KENYA

ACRE Africa

Bimas

ECLOF Kenya

SUMAC

VERT limited

YEHU

KIRGHIZSTAN

FMCC

OXUS Kirghizstan

Salym Finance

KOSOVO

AFK

Kreditimi Rural i Kosovo

LUXEMBOURG

ADVANS SA Sicar

MALAWI

MLF Malawi

MALI

Baobab-Mali

COFINA Mali

KAFU

MAROC

Al Karama

MOLDAVIE

Microinvest

Smart Credit

MONTÉNÉGRO

Monte credit

NIGER

ACEP Niger

OUGANDA

ENCOT

UGAFODE

UMF

VisionFund Uganda

PALESTINE

ACAD

RDC

HEKIMA

Paidek

ROUMANIE

VITAS

RWANDA

ASA Rwanda

VisionFund Rwanda

SÉNÉGAL

CAURIE Microfinance

Laiterie du Berger SFA

SIERRA LEONE

LAPO

TADJIKISTAN

Furuz

Humo

OXUS TJ

TOGO

Assilassimé

ZAMBIE

AMZ

EFC

FINCA Zambia

MLF Zambia

Uniquement en Assistance technique :

BURKINA FASO

URC Nazinon

GHANA

ID Ghana

MALI

RMCR

OUGANDA

BRAC Uganda

SÉNÉGAL

Mec Fadec



©Fondation Grameen Crédit Agricole
mai 2022

Direction de la publication :
Éric Campos

Conception éditoriale :
Carolina Viguet

Comité éditorial :
Aurélie Bechara,
Victoire Binson,
Maxime Borgogno,
Vincent Brousseau,
Violette Cubier,
Maria Franco,
Philippe Guichandut,
Céline Hyon-Naudin,
Hélène Keraudren Baube,
Alice Rullier-Maugüé,
Julie Serret,
Édouard Sers

Conseil et rédaction :
Alexandre des Isnards

Création :
Bénédicte Govaert

Photo couverture :
ibnjaafar pour GettyImages

Photographes :
François Galland,
GODONG,
Didier Gentilhomme

La Fondation finance et accompagne
les institutions de microfinance et les entreprises
à impact social et environnemental pour contribuer
à la lutte contre la pauvreté partout dans le monde.

Ses actions en faveur de l'accès aux services financiers,
de l'autonomie de femmes par l'entrepreneuriat et du
développement des territoires ruraux contribuent à
la résilience des économies et à un monde plus inclusif.



Fondation Grameen Crédit Agricole

5, Allée Scheffer
L-2520 Luxembourg

www.gca-foundation.org

Contact : <https://www.gca-foundation.org/contact/>

